



# Infomat

## Revue hebdomadaire

Le vendredi 30 mai 1997

### APERÇU

#### ◆ La vigueur des exportations se maintient

En mars, la baisse des importations, jumelée à une légère croissance des exportations, a propulsé l'excédent de la balance commerciale du Canada.

#### ◆ Les investisseurs étrangers vendent des valeurs mobilières canadiennes

Les investisseurs étrangers ont vendu des valeurs mobilières canadiennes en mars, après en avoir acheté au cours des trois mois précédents.

#### ◆ Reprise de la croissance des bénéfices d'exploitation

Au cours du premier trimestre de 1997, les bénéfices d'exploitation des sociétés ont atteint un sommet inégalé, qui fait suite à une accalmie dans la croissance des bénéfices au trimestre précédent.

#### ◆ Plus du quart des travailleurs préféreraient travailler plus

Parmi le tiers des travailleurs qui voudraient changer leur nombre d'heures de travail hebdomadaires, la plupart préféreraient travailler un plus grand nombre d'heures contre une rémunération accrue.

#### ◆ Indice composite : sa croissance continue de s'affaiblir

La croissance de l'indice composite a encore ralenti en avril à cause du fléchissement des composantes du logement et des marchés financiers.

#### ◆ Hausse importante des dépenses d'exploitation des fermes

Le revenu net comptant des fermes canadiennes a fléchi en 1996, car la hausse des dépenses d'exploitation a plus qu'annulé l'augmentation des recettes.

## La vigueur des exportations se maintient

Après s'être accrues de 3,4 % en janvier et avoir maintenu leur vigueur en février, les exportations ont augmenté de 0,4 % en mars, leur valeur s'établissant à 23,7 milliards de dollars. La baisse des exportations de produits énergétiques et de produits de l'automobile, en particulier vers les États-Unis, a atténué la croissance soutenue des exportations de biens industriels et de produits de l'agriculture. Au cours des trois premiers mois de 1997, les exportations à destination de tous les principaux partenaires économiques du Canada, à l'exception de l'Union européenne, étaient en hausse.

En mars, la valeur des importations a reculé pour un deuxième mois d'affilée (-2,7 %) pour se situer à 20,6 milliards de dollars, en raison des baisses observées dans la plupart des secteurs. Malgré ce recul, les importations totales dépassent encore de 3,2 % leur plus récent déclin de décembre dernier. Les importations en provenance des États-Unis et du Japon ont été en hausse en mars, mais celles en provenance de tous les autres partenaires économiques ont diminué.

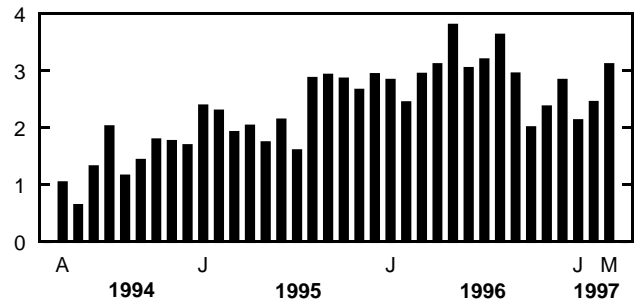
Cette baisse des importations, jumelée à la légère hausse des exportations, a propulsé l'excédent de la balance commerciale du Canada à 3,1 milliards de dollars, qui se chiffrait à 2,5 milliards de dollars en février.

Une demande accrue de la part des fabricants américains a contribué à stimuler les exportations de biens industriels (13,2 %) en mars, ce que reflète la nette amélioration observée dans 21 des

(suite à la page 2)

### Excédent de la balance commerciale

Milliards de dollars, données désaisonnalisées



### ... La vigueur des exportations se maintient

27 groupes de marchandises par rapport à février. Le groupe instable des métaux précieux a été le moteur de la hausse des exportations, mais les ventes de minerais métalliques, de produits chimiques, de matières plastiques et de métaux se sont aussi accrues. Par ailleurs, les exportations de la plupart des produits agricoles ont progressé (6,2 %), dominées par les ventes de canola au Japon et les ventes de viande et de produits végétaux aux États-Unis.

Par contre, il y a eu un repli des exportations de machines et d'équipement en mars (-0,3 %) après le sommet atteint en février. Les exportations de produits de l'automobile ont aussi légèrement reculé (-0,6 %). Celles de produits énergétiques ont de nouveau fléchi (-8,5 %), poursuivant une tendance amorcée en décembre. La demande étant toujours freinée par des conditions climatiques beaucoup plus clémentes que d'habitude aux États-Unis, les exportations de pétrole brut et de gaz naturel ont chuté à la fois en prix et en volume. Les exportations de charbon ont aussi diminué, en raison d'une baisse des exportations vers le Japon pour un deuxième mois consécutif.

En ce qui a trait aux importations, des baisses ont été enregistrées pour les machines et l'équipement en mars (-1,9 %) à la suite de deux mois de hausses soutenues. Les machines industrielles accusent la diminution la plus importante, suivies de l'équipement et des outils spécialisés ainsi que de l'équipement de communications. Un afflux d'avions de ligne et des progressions soutenues des achats d'équipement agricole ont contribué à compenser ces mouvements négatifs. Les biens industriels et les biens de consommation ont tous deux chuté par rapport aux sommets

### Note aux lecteurs

La commerce international de marchandises n'est qu'une composante du compte courant de la balance des paiements du Canada, qui comprend aussi le commerce des services. Au quatrième trimestre de 1996, l'excédent total de la balance du commerce de marchandises s'élevait à 7,2 milliards de dollars, tandis que le déficit du compte courant s'établissait à 1,7 milliard de dollars.

enregistrés en février. Le recul était assez répandu dans le cas des biens industriels (-1,3 %), touchant 10 des 17 groupes de produits.

La croissance des produits de l'automobile (0,6 %) en mars a légèrement atténué la baisse des importations. Les importations d'automobiles et de camions ont continué leur progression, qui s'explique surtout par une forte demande intérieure. Toutefois, les importations de pièces se sont repliées pour un deuxième mois consécutif, après avoir presque atteint un niveau record en janvier.

**Données stockées dans CANSIM : matrices 3611 à 3616, 3618 à 3629, 3651, 3685 à 3713, 3718 à 3720 et 3887 à 3913.**

Les publications **Le commerce international de marchandises du Canada** (65-001-XPB, 19 \$ / 188 \$) et **Balance des paiements internationaux du Canada** (67-001-XPB, 38 \$ / 124 \$) paraîtront bientôt. Pour plus de renseignements, communiquez avec Suzie Carpentier au (613) 951-9647, Division du commerce international. Numéro sans frais : 1 800 294-5583. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 7.)

## Les investisseurs étrangers vendent des valeurs mobilières canadiennes

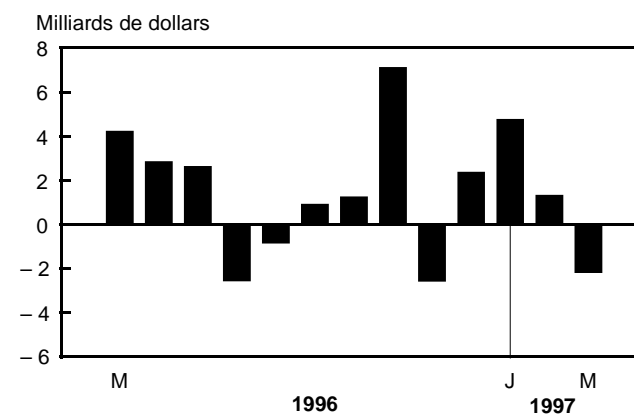
**E**n mars, les investisseurs étrangers ont vendu des valeurs mobilières canadiennes au lieu d'en acheter. Ils en ont vendu pour 2,1 milliards de dollars après en avoir acheté pour 8,4 milliards de dollars au cours des trois mois précédents. De leur côté, les résidents canadiens ont acquis pour 2,1 milliards de dollars en valeurs mobilières étrangères.

Les investisseurs étrangers ont aussi réduit leur portefeuille d'obligations canadiennes en cédant 1,4 milliard de dollars en mars. Ils ont ainsi vendu pour 2,7 milliards de dollars d'obligations existantes, principalement des obligations fédérales échangées sur le marché secondaire. De plus, ils ont acheté pour 1,6 milliard de dollars sur le marché primaire (les nouvelles émissions moins les obligations échues). Les investisseurs américains se sont montrés les plus enclins à vendre, alors que leurs homologues européens ont procédé à quelques achats.

Pour un deuxième mois d'affilée, les investisseurs étrangers ont réduit leurs avoirs en actions canadiennes. Ils se sont départis de 0,9 milliard de dollars en mars, soit le double de ce qu'ils avaient vendu en février.

Les Canadiens ont réparti leurs investissements en valeurs mobilières étrangères entre les actions américaines et des obligations d'autres pays. En mars, ils ont investi 2,1 milliards de dollars

### Investissements étrangers en valeurs mobilières<sup>1</sup> canadiennes



1. Incluent les obligations, les actions et les effets du marché monétaire.

en tout : 1,3 milliard de dollars d'obligations et 0,8 milliard de dollars d'actions. Après avoir acquis surtout des actions américaines pendant quatre mois, les résidents canadiens ont investi en actions d'outre-mer la majeure partie des fonds en actions.

(suite à la page 3)

## ... Les investisseurs étrangers vendent des valeurs mobilières canadiennes

### Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Mars 1997	Janvier à mars 1996	Janvier à mars 1997
Millions de dollars			
<b>Total des investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes</b>	<b>- 2 144</b>	<b>8 970</b>	<b>3 868</b>
Obligations (nettes)	- 1 351	965	1 428
Émissions en circulation	- 2 716	- 3 021	- 5 090
Nouvelles émissions	3 047	11 767	9 866
Remboursements	- 1 446	- 7 920	- 3 454
Changement aux intérêts à payer <sup>1</sup>	- 236	138	106
Effets du marché (nets)	98	6 327	3 182
Gouvernement du Canada	459	3 576	2 670
Autres effets du marché monétaire	- 361	2 751	512
Actions (nettes)	- 891	1 678	- 742
Émissions en circulation (nettes)	- 966	780	- 1 213
Nouvelles émissions (nettes)	75	898	472
<b>Total des investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères</b>	<b>- 2 109</b>	<b>- 3 917</b>	<b>- 4 536</b>
Obligations (nettes)	- 1 277	418	- 1 189
Actions (nettes)	- 831	- 4 335	- 3 347

1. Les intérêts courus moins les intérêts payés.

**Note :** Un signe moins (-) indique une sortie de capitaux du Canada, par exemple un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une hausse de l'investissement canadien à l'étranger.

#### Note aux lecteurs

**Taux d'intérêt :** En mars, les taux d'intérêt à court terme au Canada et aux États-Unis ont augmenté d'à peu près un quart de point, ce qui laisse le différentiel presque inchangé à environ 220 points de base en faveur des investissements aux États-Unis. Le différentiel se maintient à ce niveau depuis novembre 1996. En mars, les taux d'intérêt sur les obligations fédérales ont gagné environ 25 points de base. Les taux d'intérêt canadiens à long terme sont demeurés de 10 à 15 points de base au-dessus de ceux en vigueur aux États-Unis.

**Cours des actions :** Le cours des actions canadiennes, mesuré selon l'indice TSE 300, a subi un recul prononcé de 5,0 % en mars, après la légère hausse de février. Le cours des actions américaines, mesuré selon l'indice composé Standard and Poor's 500, a chuté de 4,3 % en mars.

**Dollar canadien :** Le dollar canadien a de nouveau perdu de la valeur pour clôturer à 72,23 \$ US à la fin de mars, ce qui a complètement annulé la hausse de février.

**Données stockées dans CANSIM :** matrices 2328 à 2330, 2378 à 2380 et 4195.

Le numéro de mars 1997 d'**Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières** (67-002-XPB, 17 \$ / 170 \$) paraîtra en juin. Pour plus de renseignements, communiquez avec Don Granger au (613) 951-1864, Division de la balance des paiements.

## Reprise de la croissance des bénéfices d'exploitation

**A**u cours du premier trimestre de 1997, les bénéfices d'exploitation des sociétés ont augmenté de 3,3 % pour atteindre un sommet inégalé de 25,5 milliards de dollars. La hausse s'est produite à la suite d'une accalmie dans la croissance des bénéfices au trimestre précédent. Dans l'ensemble, les bénéfices ont augmenté dans 15 des 30 branches d'activité.

### État des résultats

Données désaisonnalisées

	1 <sup>er</sup> trimestre de 1996	4 <sup>e</sup> trimestre de 1996	1 <sup>er</sup> trimestre de 1997	4 <sup>e</sup> trimestre de 1996 au 1 <sup>er</sup> trimestre de 1997
	Milliards de dollars			Variation en %
<b>Ensemble des branches d'activité</b>				
Revenus d'exploitation	348,8	361,3	367,1	1,6
Dépenses d'exploitation	325,8	336,7	341,6	1,5
Bénéfices d'exploitation	23,0	24,6	25,5	3,3
Bénéfices nets	10,1	13,6	12,3	- 9,5

#### Note aux lecteurs

Les statistiques financières trimestrielles portent sur les activités intérieures des sociétés non gouvernementales.

Les bénéfices d'exploitation excluent les gains en capital ou les déductions de dépenses en ce qui a trait à l'impôt sur le revenu, à l'intérêt sur les emprunts et à la radiation d'actifs. Les revenus de placements sont exclus des bénéfices d'exploitation des branches d'activité non financières, mais sont inclus dans les bénéfices d'exploitation des branches d'activité financières.

Compte tenu de la révision annuelle, les données du premier trimestre de 1997 qui sont présentées ici comprennent des données révisées de 1993 à 1996.

Dans le secteur non financier, on a observé une hausse de 5,6 % des bénéfices, qui ont grimpé à 19,1 milliards de dollars. Cette augmentation est attribuable aux profits exceptionnels enregistrés dans la branche des véhicules, des pièces et des accessoires automobiles. Si l'on exclut les résultats du secteur de l'automobile, les bénéfices d'exploitation des branches non financières ont perdu du terrain au cours du trimestre. Dans les branches financières, les bénéfices ont reculé de 2,8 %, pour descendre à 6,4 milliards de dollars, après avoir atteint un sommet au dernier trimestre de 1996. Des bénéfices plus faibles dans la branche de l'assurance de biens et de risques divers ont plus qu'annulé les bénéfices enregistrés dans cinq des sept autres branches financières.

(suite à la page 4)

### ... Reprise de la croissance des bénéfices d'exploitation

Une forte demande intérieure et extérieure a contribué au regain des bénéfices dans la branche des véhicules, des pièces et des accessoires automobiles au premier trimestre. Les bénéfices ont monté à 2,3 milliards de dollars après avoir chuté à 1,1 milliard au dernier trimestre de 1996. Les ventes ont fait un bond de 9,7 % pour s'élever à un sommet de 46,6 milliards de dollars.

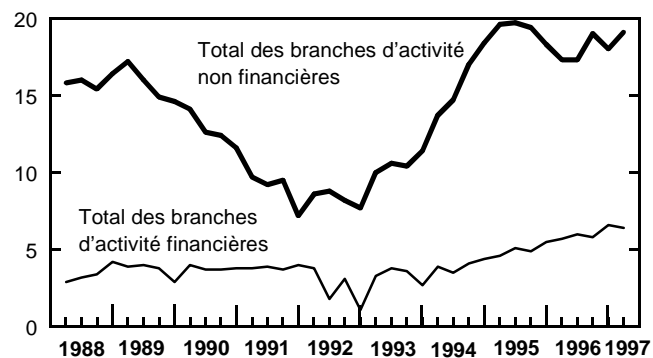
La branche des biens et des services de consommation (y compris les grands magasins) a connu une hausse de 3,8 % des ventes au premier trimestre. Cependant, le rétrécissement des marges bénéficiaires a fait passer les bénéfices d'exploitation à 0,5 milliard de dollars par rapport à 0,7 milliard au dernier trimestre de 1996. Dans la branche du bois et du papier, les bénéfices d'exploitation ont fléchi de 11,0 %. Cette baisse a été quelque peu contrebalancée par le secteur du bois vu que la demande de la branche de l'habitation au Canada a continué de se raffermir. Les bénéfices d'exploitation de la branche du pétrole et du gaz naturel ont été supérieurs de 38 % à ceux d'il y a un an.

Les bénéfices des banques à charte (comptabilisés au Canada) ont augmenté de 2,8 % au premier trimestre, en raison surtout des frais d'intérêt moins élevés sur les dépôts. Les bénéfices des sociétés de fiducie ont fait un bond de 180 % pour atteindre un sommet de 608 millions de dollars. Toutefois, si l'on exclut un gain unique de près de 400 millions sur la vente de titres et d'autres actifs, les bénéfices ont peu changé au cours du trimestre.

Le taux de rendement annuel de l'avoir des actionnaires pour toutes les sociétés a baissé d'un point entier, passant à 8,5 %. Les bénéfices après impôt, qui correspondent à la mesure des bénéfices servant au calcul du rendement de l'avoir, ont baissé de 9,3 %. Malgré des bénéfices d'exploitation plus élevés au premier trimestre, les revenus hors exploitation plus faibles (incluant les intérêts, les dividendes et les gains en capital) dans les branches non financières ont fait reculer les bénéfices après impôt au cours du trimestre.

### Bénéfices d'exploitation des sociétés

Milliards de dollars, données désaisonnalisées



Le ratio de la marge bénéficiaire d'exploitation s'est amélioré pour passer à 6,9 % au premier trimestre, comparativement à 6,8 % au trimestre précédent et à 6,6 % au premier trimestre de 1996.

**Données stockées dans CANSIM : matrices 3914 à 3971 et 3974 à 3981.**

Le numéro du premier trimestre de 1997 de *Statistiques financières trimestrielles des entreprises* (61-008-XPB, 23 \$ / 92 \$) paraîtra en juin. Pour plus de renseignements, communiquez avec Bill Potter (pour les données sur les branches d'activité non financières) au (613) 951-2662 ou avec Robert Moreau (pour les données sur les branches d'activité financières) au (613) 951-2512, Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

## Plus du quart des travailleurs préféreraient travailler plus

**S**'ils avaient le choix, un tiers des travailleurs canadiens opteraient pour un changement dans leur nombre d'heures de travail hebdomadaires. Ainsi, 27 % d'entre eux préféreraient travailler de plus longues heures contre une rémunération accrue, tandis que seulement 6 % désireraient une semaine plus courte contre une rémunération moindre. Deux tiers des travailleurs semblent satisfaits de leur nombre d'heures travaillées, c'est-à-dire qu'ils préféreraient travailler le même nombre d'heures contre une rémunération inchangée.

Les mères de famille monoparentale sont prêtes à travailler davantage même si leur semaine de travail est déjà relativement longue. Le fait que plusieurs d'entre elles subissent de sérieuses contraintes financières peut expliquer en partie cette préférence. Les autres travailleurs qui désireraient travailler plus sont jeunes et peu scolarisés, ont peu d'ancienneté et leur situation d'emploi est précaire.

En revanche, les professionnels, les gestionnaires et les travailleurs des sciences sociales et naturelles font partie de ceux qui préféreraient travailler moins. Dans l'ensemble, ces personnes ont des salaires élevés et beaucoup d'ancienneté, occupent des postes permanents et travaillent déjà un grand nombre d'heures. De

#### Note aux lecteurs

Les données de l'étude analytique Travailler plus? Travailler moins? Que préfèrent les travailleurs canadiens? proviennent de l'Enquête sur les horaires et les conditions de travail de 1995. Cette enquête offrait aux répondants trois possibilités dans l'éventualité où ils pourraient, au taux de rémunération actuel, modifier leurs heures de travail dans leur emploi principal : travailler moins d'heures contre une rémunération moindre, travailler plus d'heures contre une rémunération accrue ou travailler le même nombre d'heures pour la même rémunération.

L'emploi principal désigne l'emploi qui comporte le plus grand nombre d'heures hebdomadaires. L'expression « au taux de rémunération actuel » signifie que les répondants qui ont dit préférer moins d'heures ou plus d'heures devraient anticiper une baisse ou une hausse proportionnelle de leur rémunération, selon l'option choisie.

L'échantillon comprend 19 143 répondants (9 932 hommes et 9 211 femmes) et inclut les travailleurs rémunérés âgés de 15 à 69 ans qui n'étaient pas aux études à temps plein. L'échantillon exclut les travailleurs autonomes.

(suite à la page 5)



### ... Plus du quart des travailleurs préféreraient travailler plus

façon générale, ces personnes peuvent réduire leur temps de travail sans que leur niveau de vie n'en soit sérieusement affecté. Les femmes mariées ayant de jeunes enfants aimeraient aussi travailler moins.

Les employés hautement qualifiés sont moins susceptibles de préférer des heures additionnelles que ceux qui sont peu qualifiés. Cela tient en partie au fait que les travailleurs hautement qualifiés travaillent généralement un plus grand nombre d'heures que les employés peu qualifiés et, par conséquent, sont moins enclins à accroître la durée de leur semaine de travail. En outre, les jeunes

employés préféreraient augmenter leur nombre d'heures plus souvent que leurs collègues plus âgés.

Les hommes ayant moins de six mois d'ancienneté sont presque deux fois plus susceptibles d'opter pour des heures additionnelles que ceux ayant entre 11 et 20 ans d'ancienneté. Par ailleurs, les travailleurs ayant des emplois à temps plein, des emplois permanents ou offrant un régime de retraite sont moins susceptibles de préférer travailler davantage. Les femmes occupant des emplois permanents sont beaucoup moins susceptibles de vouloir travailler plus que celles occupant des emplois temporaires. De même, les femmes ayant un emploi qui offre un régime de retraite optent moins souvent pour des heures additionnelles que celles qui ne bénéficient pas d'un tel régime.

Lorsque l'environnement familial est pris en considération, la tendance des répondants à vouloir travailler plus diminue à mesure que la rémunération hebdomadaire du conjoint augmente. De plus, les mères de famille monoparentale qui occupent un emploi sont plus susceptibles de vouloir travailler davantage que les mères vivant avec un conjoint. Ainsi, le désir de ces femmes de travailler plus reflète probablement leurs efforts pour sortir de la zone de faible revenu, tel qu'il est défini par Statistique Canada.

Les données à l'échelle provinciale montrent que la préférence pour des heures additionnelles est la plus élevée à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Cette forte préférence pourrait être liée aux taux de chômage relativement élevés observés dans ces provinces.

*L'étude **Travailler plus? Travailler moins? Que préfèrent les travailleurs canadiens?** (11-F0019-MPF, 5 \$) est maintenant en vente. Pour obtenir un exemplaire de ce document, communiquez avec Hélène Lamadeleine au (613) 951-5231. Pour plus de renseignements, communiquez avec René Morissette au (613) 951-3608, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail. Télécopieur : (613) 951-5403; Internet : moriren@statcan.ca.*

### Préférences relatives au temps de travail

	Travailleurs désirant		
	moins d'heures	le même nombre d'heures	plus d'heures
	%		
<b>Canada</b>	<b>6,4</b>	<b>66,6</b>	<b>27,1</b>
Hommes	5,3	67,5	27,2
Femmes	7,6	65,5	26,9
Terre-Neuve	2,0	66,7	31,4
Île-du-Prince-Édouard	4,5	72,8	22,7
Nouvelle-Écosse	3,2	65,0	31,9
Nouveau-Brunswick	4,5	64,7	30,7
Québec	7,9	69,4	22,8
Ontario	6,2	65,2	28,6
Manitoba	5,9	65,6	28,4
Saskatchewan	5,2	67,5	27,3
Alberta	6,8	63,5	29,7
Colombie-Britannique	5,9	68,4	25,7

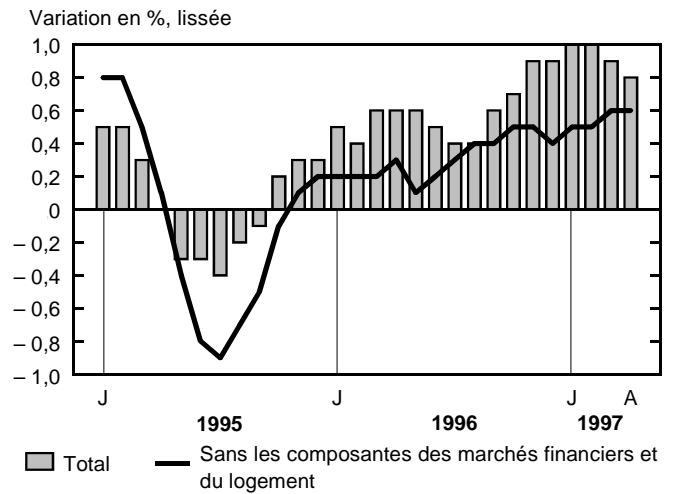
## Indice composite : sa croissance continue de s'affaiblir

La croissance de l'indice composite a continué de diminuer, passant de 1,0 % en février à 0,9 % en mars et à 0,8 % en avril. Les composantes du logement et des marchés financiers, qui expliquaient la plus grande partie de l'amélioration constante de l'indice depuis le milieu de 1996, ont continué de s'atténuer. Si ce n'était de ces composantes, la croissance serait de 0,5 % en février et de 0,6 % en mars et en avril, en raison du raffermissement de la demande de biens durables auprès des détaillants et des fabricants.

La composante du logement a perdu presque tout son élan en avril, augmentant de seulement 0,1 %. Les mises en chantier de logements unifamiliaux ont enregistré une deuxième baisse d'affilée, qui élimine presque toute la progression de février. Les ventes de maisons existantes ont grimpé, ce qui a mis fin à trois mois de reculs. Par ailleurs, la demande des ménages en biens durables s'est raffermie, ce qui s'est particulièrement traduit par des ventes plus élevées de véhicules automobiles.

Les nouvelles commandes de biens durables ont progressé à leur taux le plus élevé (1,3 %) en deux ans, surtout grâce aux secteurs orientés vers la consommation des ménages et les biens

### Indice composite



(suite à la page 6)

### ... Indice composite : sa croissance continue de s'affaiblir

d'investissement. Cependant, les fabricants semblent demeurer prudents quant à l'embauche puisqu'ils ont continué de prolonger la durée hebdomadaire de travail.

La demande industrielle est demeurée le principal moteur de la croissance régulière de l'indice avancé des États-Unis. En mars, la production manufacturière a enregistré une autre forte progression, entraînée, comme au Canada, par la demande intérieure.

Au Canada, les composantes des marchés financiers ont encore un peu perdu de leur vigueur récente en avril. Ainsi, la bourse a été

contenue par la dégringolade du secteur aurifère et la tendance à la hausse de l'offre de monnaie a continué de s'atténuer.

### Données stockées dans CANSIM : matrice 191.

Pour plus de renseignements sur l'économie, consultez le numéro de mai 1997 de **L'Observateur économique canadien** (11-010-XPB, 23 \$ / 227 \$), qui est maintenant disponible. Pour plus de renseignements, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627, Groupe de l'analyse économique de conjoncture. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 7.)

## Hausse importante des dépenses d'exploitation des fermes

**E**n 1996, la hausse des dépenses d'exploitation a plus qu'annulé l'augmentation des recettes des fermes canadiennes. Par conséquent, le revenu net comptant a fléchi de 8 % en regard de 1995. Les dépenses d'exploitation ont grimpé de 8 %, pour atteindre 22,9 milliards de dollars. Il s'agit de la hausse d'une année à l'autre la plus importante depuis 1981. Les recettes monétaires ont avancé de 5 % pour se chiffrer à 28,4 milliards de dollars, le gros de la croissance étant attribuable aux recettes relatives au bétail. Les productions végétales et animales ont représenté 96 % des recettes totales en 1996, et les paiements effectués en vertu de programmes ont contribué aux 4 % restants.

Des coûts plus élevés pour les aliments pour animaux, l'assurance-récolte et l'assurance grêle, la location des terres, les engrais, le carburant pour machinerie et le combustible de chauffage ont contribué à la hausse des dépenses. Les coûts des aliments pour animaux ont monté de 32 %, en raison du maintien de stocks élevés de bétail. Les dépenses au chapitre de l'assurance-récolte et de l'assurance grêle se sont accrues de 20 % par rapport à 1995. Les coûts du combustible de chauffage ont grimpé de 12 %, sous l'effet de l'augmentation du séchage des récoltes au cours de l'automne pluvieux de 1996. La location des terres et les engrais ont augmenté de 11 % respectivement.

Les recettes relatives au bétail, qui se sont accrues de 8 % par rapport à 1995, ont été le principal facteur de la croissance des recettes totales en 1996. Le secteur porcin a aussi connu un fort rendement, enregistrant une progression des recettes au chapitre de la volaille et des oeufs.

Bien qu'elles aient été prometteuses aux premier et deuxième trimestres de 1996, les recettes relatives aux cultures ont fléchi dans la deuxième moitié de l'année. Leur progression n'aura donc été que de 4 % pour l'année, mais elles sont quand même restées 34 % au-dessus de la moyenne de la période de 1991 à 1995. Les paiements versés aux agriculteurs en vertu de programmes ont diminué de 19 % en 1996.

Au cours du premier trimestre de 1997, les recettes monétaires agricoles ont reculé de moins de 1 % par rapport à la même période en 1996, pour s'établir à 7,7 milliards de dollars. Les recettes relatives aux cultures sont descendues à 3,9 milliards de dollars, ce qui est de 4 % inférieur au niveau de l'année précédente. Les recettes au titre du blé et de l'orge ont fortement diminué. Malgré tout, elles sont demeurées bien supérieures à leur niveau de 1995. Les recettes relatives au bétail, aux porcs, aux produits laitiers, à la volaille ainsi

### Note aux lecteurs

Le revenu net comptant des exploitations agricoles est constitué des recettes monétaires agricoles moins les dépenses d'exploitation. Il ne comprend pas le revenu en nature, ni la valeur des variations des stocks détenus par les agriculteurs, ni les dépenses d'amortissement. Il représente le montant en espèces qui provient de l'exploitation agricole et qui peut être utilisé pour le remboursement des dettes, l'investissement ou les retraits par le propriétaire.

Les recettes monétaires agricoles mesurent le revenu brut des exploitations agricoles en dollars courants. Elles ne constituent pas une mesure des profits, étant donné que les dépenses n'ont pas été déduites. Elles comprennent les ventes des productions végétales et animales (sauf les ventes entre les exploitations agricoles d'une même province) et les paiements effectués en vertu de programmes. Elles comprennent également les paiements de la Commission canadienne du blé et de la Commission ontarienne de commercialisation du blé ainsi que les recettes différées de la vente de céréales. Les paiements versés en vertu des programmes mesurent la valeur des chèques délivrés aux agriculteurs pour appuyer leur production, généralement en vertu de programmes permanents qui sont financés conjointement par les agriculteurs et les administrations fédérale et provinciales.

Les recettes monétaires agricoles et les dépenses d'exploitation comprises dans le présent article ne peuvent être directement comparées avec les séries du même nom tirées du Recensement de l'agriculture de 1996. Les données présentées ici excluent la valeur des produits agricoles (bétail et volaille, semences et semis et aliments pour animaux) qui sont vendus d'une ferme à l'autre dans la même province, tandis que les données du Recensement de l'agriculture comprennent ces transactions entre fermes.

qu'aux bovins et aux veaux ont enregistré une hausse au premier trimestre. Les paiements effectués en vertu de programmes ont poursuivi leur tendance à la baisse par rapport au sommet atteint au premier trimestre de 1993.

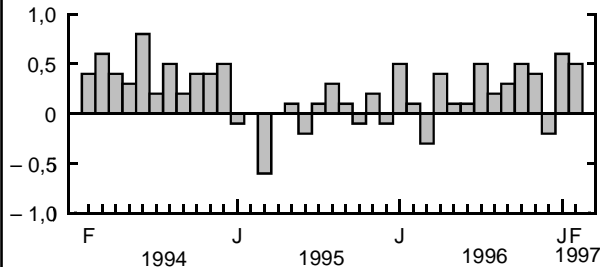
### Données stockées dans CANSIM : matrices 171, 172, 208 à 215, 225, 244, 249 à 259, 263 à 272, 3571 à 3603 et 5631.

Le supplément de la publication **Statistiques économiques agricoles** (21-603-UPF, édition 97-001, 26 \$ / 52 \$) paraîtra en juillet. Le numéro de janvier à mars 1997 de **Recettes monétaires agricoles** (21-001-XPB, 20 \$ / 64 \$) paraîtra au début de juin. Pour plus de renseignements, communiquez avec Liz Leckie au (613) 951-2448, Division de l'agriculture.

## Tendances actuelles

### Produit intérieur brut

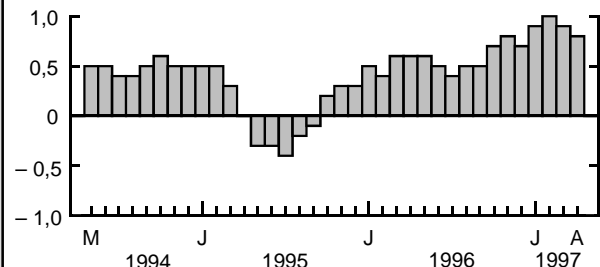
Variation mensuelle en %



Le produit intérieur brut réel au coût des facteurs a augmenté de 0,5 % en février.

### Indice composite

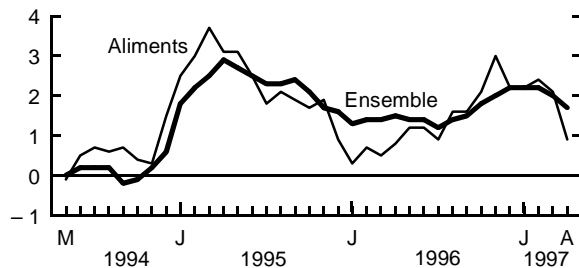
Variation mensuelle en %



L'indice composite s'est accru de 0,8 % en avril.

### Indice des prix à la consommation

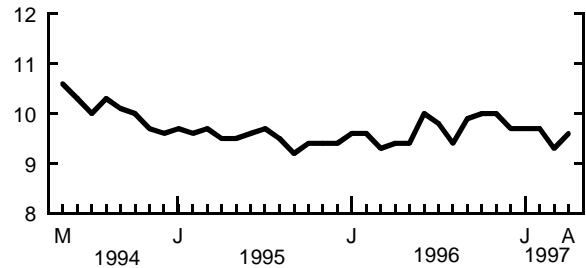
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 1,7 % de plus pour l'achat de biens et de services en avril 1997, en comparaison de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 0,9 %.

### Taux de chômage

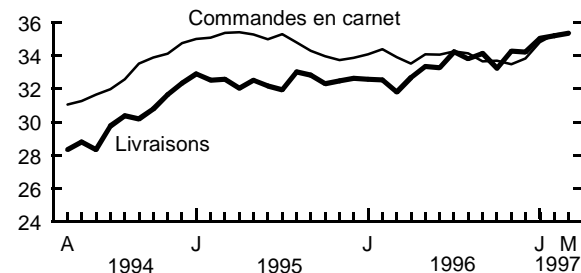
%



En avril, le taux de chômage a progressé, atteignant 9,6 %.

### Fabrication

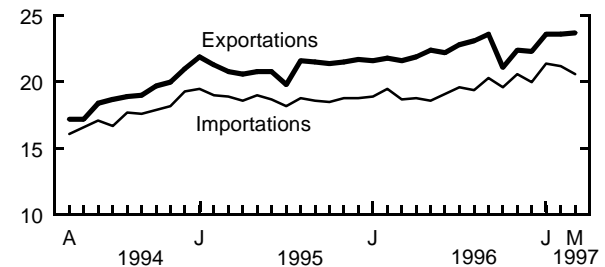
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 0,4 % en mars pour s'établir à 35,3 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a augmenté de 0,2 % pour atteindre 35,4 milliards de dollars.

### Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En mars, la valeur des exportations de marchandises a grimpé de 0,4 % par rapport à février, pour s'établir à 23,7 milliards de dollars. La valeur des importations a fléchi de 2,7 %, pour se situer à 20,6 milliards de dollars.

**Note :** Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

## Dernières statistiques mensuelles

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
<b>GÉNÉRAL</b>				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1986)	février	564,8	0,5 %	3,5 %
Indice composite (1981 = 100)	avril*	192,2	0,8 %	9,1 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	1 <sup>er</sup> trim. de 1997*	25,5	3,3 %	10,5 %
Taux d'utilisation de la capacité (%)	4 <sup>e</sup> trim. de 1996	84,8	0,7 †	2,4 †
<b>DEMANDE INTÉRIEURE</b>				
Ventes au détail (milliards de dollars)	mars	18,9	-0,8 %	6,1 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	mars	121,7	8,5 %	24,9 %
<b>EMPLOI</b>				
Personnes occupées (millions)	avril	13,8	0,2 %	1,0 %
Taux de chômage (%)	avril	9,6	0,3 †	0,1 †
Taux d'activité (%)	avril	64,8	0,3 †	-0,2 †
Revenu du travail (milliards de dollars)	janvier	36,8	0,1 %	3,9 %
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	février	598,72	0,3 %	3,6 %
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	mars*	23,7	0,4 %	9,5 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	mars*	20,6	2,7 %	10,0 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	mars*	3,1	0,7	0,2
<b>FABRICATION</b>				
Livraisons (milliards de dollars)	mars	35,3	0,4 %	11,1 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	mars	35,4	-0,2 %	13,1 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	mars	35,4	0,2 %	4,2 %
Ratio des stocks aux livraisons	mars	1,30	0,00	-0,13
<b>PRIX</b>				
Indice des prix à la consommation (1986 = 100)	avril	135,3	0,0 %	1,7 %
Indice des prix des produits industriels (1986 = 100)	mars	130,2	0,2 %	0,9 %
Indice des prix des matières brutes (1986 = 100)	mars	135,8	-1,0 %	1,4 %
Indice des prix des logements neufs (1986 = 100)	mars	132,5	0,1 %	0,2 %

*Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.*

\*Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

# Infomat

## Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.  
Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier (613) 951-1112  
Chef de la Diffusion officielle : Chantal Prévost (613) 951-1088

Numéro 11-002F au catalogue. Prix : Canada : 4 \$ l'exemplaire, 145 \$ par  
année; à l'extérieur du Canada : 4 \$ US l'exemplaire, 145 \$ US par année.  
Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du  
Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations  
et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale,  
Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada  
et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le  
1 800 700-1033.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.  
© Ministre de l'Industrie, 1997. Tous droits réservés. Il est interdit de  
reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quel-  
que forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support mag-  
nétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre,  
ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation  
écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du  
marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales  
de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence  
of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.





## Publications parues du 23 au 29 mai 1997

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
<b>AGRICULTURE</b>				
La revue laitière	1 <sup>er</sup> trim. de 1997	23-001QXPB	36 / 119	36 / 119
<b>CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE</b>				
Juristat : Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, vol. 17, n° 6	1995-1996	85-002-XPB	10 / 93	10 / 93
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>				
Importations : commerce de marchandises, vol. I et vol. II				
Version microfiche	1996	65-203-XMB	103	103
Version papier	1996	65-203-XPB	258	258
Importations par marchandise				
Version microfiche	mars 1997	65-007-XMB	37 / 361	37 / 361
Version papier	mars 1997	65-007-XPB	78 / 773	78 / 773
Le commerce international de marchandises du Canada	mars 1997	65-001-XPB	19 / 188	19 / 188
<b>FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE</b>				
Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre	avril 1997	44-004-XPB	7 / 62	7 / 62
Production de pétrole brut et de gaz naturel	février 1997	26-006-XPB	19 / 186	19 / 186
Scieries et ateliers de rabotage	mars 1997	35-003-XPB	12 / 114	12 / 114
Services de gaz	février 1997	55-002-XPB	17 / 165	17 / 165
<b>STATISTIQUE DU COMMERCE</b>				
Exploitants de distributeurs automatiques, année financière close le 31 mars 1996	1995	63-213-XPB	25	25
<b>STATISTIQUES SUR LA SANTÉ</b>				
Causes de décès	1995	84-208-XPB	62	62

## Pour commander les publications

### Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 700-1033**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 800 889-9734**

Adresse Internet : **order@statcan.ca**

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

**Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.**

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

**Changement d'adresse :** Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

## Calendrier des principaux communiqués : juin 1997

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
<b>2</b> Comptes économiques et financiers nationaux, 1 <sup>er</sup> trimestre de 1997 Balance des paiements internationaux, 1 <sup>er</sup> trimestre de 1997 Produit intérieur brut réel par industrie au coût des facteurs, mars 1997	<b>3</b> Permis de bâtir, avril 1997	<b>4</b>	<b>5</b> Indice de l'offre d'emploi, mai 1997	<b>6</b> Enquête sur la population active, mai 1997
<b>9</b> Taux d'utilisation de la capacité industrielle, 1 <sup>er</sup> trimestre de 1997	<b>10</b> Ventes de véhicules automobiles neufs, avril 1997	<b>11</b> Indice des prix des logements neufs, avril 1997	<b>12</b>	<b>13</b>
<b>16</b> Voyages entre le Canada et les autres pays, avril 1997	<b>17</b> Indice des prix à la consommation, mai 1997	<b>18</b> Commerce de gros, avril 1997	<b>19</b> Commerce international du Canada, avril 1997  Commerce de détail, avril 1997	<b>20</b>
<b>23</b> Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, avril 1997	<b>24</b> Assurance-emploi, avril 1997	<b>25</b> Emploi, gains et durée du travail, avril 1997  Indice composite, mai 1997	<b>26</b> Indice des prix des produits industriels, mai 1997  Indice des prix des matières brutes, mai 1997	<b>27</b> Série de rapports sur les grandes cultures : superficie ensemencée des principales grandes cultures  Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, avril 1997
<b>30</b> Produit intérieur brut réel par industrie au coût des facteurs, avril 1997				

*Note : Les dates de diffusion des communiqués sur le commerce international du Canada, l'Indice des prix à la consommation et l'Enquête sur la population active sont fixes; les dates de diffusion des autres données peuvent varier.*